

Affaires courantes

M. Karygiannis: J'invoque le Règlement, monsieur le Président. Mon collègue voulait répondre et j'ai remarqué que vous ne regardiez pas de ce côté-ci.

[Traduction]

M. Pagtakhan: Monsieur le Président, je voudrais savoir si je peux répondre au ministre.

Le président suppléant (M. Paproski): Il n'y a pas de réponse aux dépôts de documents.

M. Pagtakhan: Monsieur le Président, je voudrais savoir si le ministre demande le consentement unanime de la Chambre.

Le président suppléant (M. Paproski): Le ministre demande-t-il le consentement unanime de la Chambre?

M. Lewis: Oui, monsieur le Président, dans mes remarques, j'ai demandé le consentement unanime pour renvoyer ce rapport au Comité permanent des transports et mon collègue voudrait répondre à cette demande.

Le président suppléant (M. Paproski): Y a-t-il consentement unanime pour permettre au député de répondre?

M. Pagtakhan: Monsieur le Président, l'opposition officielle donne son consentement et espère que le gouvernement réagira rapidement et avec tact quand le Comité permanent des transports fera rapport à la Chambre.

M. Murphy: Monsieur le Président, le Nouveau Parti démocratique consent à ce que ce rapport soit renvoyé au Comité permanent des transports pour y être étudié en profondeur.

* * *

[Français]

LA COMMISSION DE 1989 SUR LE TRAITEMENT ET LES AVANTAGES DES JUGES

DÉPÔT DU RAPPORT ET DES RECOMMANDATIONS

L'hon. Kim Campbell (ministre de la Justice et procureur général du Canada): Monsieur le Président, aux termes de l'article 26 de la Loi sur les juges, il me fait plaisir de déposer, dans les deux langues officielles, le rapport et les recommandations de la Commission de 1989 sur le traitement et les avantages des juges.

PÉTITIONS

RÉPONSES DU GOUVERNEMENT

M. Albert Cooper (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes): Monsieur le Président, conformément au paragraphe 36(8) du Règlement, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, la réponse du gouvernement à plusieurs pétitions.

[Note de l'éditeur: Voir les Procès-verbaux d'aujourd'hui.]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

M. Jim Karygiannis (Scarborough—Agincourt): Monsieur le Président, je prends la parole pour présenter à la Chambre une pétition concernant un citoyen canadien qui est allé à l'étranger et a été emprisonné là-bas. J'espère que le gouvernement prendra sans tarder les mesures nécessaires pour corriger la situation.

Les pétitionnaires ont porté à l'attention de nombreux députés le cas de M. Leo. J'espère que cette affaire sera réglée rapidement, car nous devrions être capables de protéger les Canadiens qui voyagent à l'étranger.

M. Derek Lee (Scarborough—Rouge River): Monsieur le Président, à titre de député de Scarborough—Rouge River, je suis ravi de présenter à la Chambre une pétition qui a été jugée correcte, conformément au Règlement. Elle porte sur la condamnation et l'emprisonnement de M. Columbus Leo à Taïwan, où il s'était rendu en visite.

Une centaine de pétitionnaires de ma circonscription et des circonscriptions avoisinantes demandent au gouvernement d'intervenir et d'essayer de régler cette affaire afin que M. Leo puisse rentrer au Canada.

LES PROGRAMMES SOCIAUX

M. John Manley (Ottawa—Sud): Monsieur le Président, je suis heureux d'intervenir aujourd'hui, conformément à l'article 36, pour présenter un grand nombre de pétitions émanant de Canadiens habitant diverses régions du pays qui protestent contre la récupération fiscale des prestations de sécurité de la vieillesse qui est prévue au projet de loi en discussion au Sénat.

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

Mme Marlene Catterall (Ottawa—Ouest): Monsieur le Président, j'ai le plaisir de présenter, conformément à l'article 36 du Règlement, des pétitions provenant de divers quartiers de ma circonscription.